

Questions orales

Les funérailles devraient être considérées comme les derniers soins de santé prodigués aux Canadiens, donc ils devraient être non imposables.

Le gouvernement ne devrait pas faire payer une taxe aux Canadiens qui enterraient un être cher.

Il montre qu'il n'a pas la sensibilité dont les entrepreneurs de pompes funèbres ont toujours fait preuve.

De nouveau, le gouvernement manque de respect envers les Canadiens qui vivent encore et envers ceux qui sont décédés.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, une grande première se déroulera à Rouyn-Noranda les 10 et 11 avril prochain, soit la tenue d'un symposium international sur l'ensilage d'herbe. Le but du symposium est de faire le point sur la question des ensilages, une technique de pointe importante pour le développement de l'agriculture de l'Est du Canada. Il y sera donc question de la conservation des ensilages et des performances animales reliées à leur transformation. Des chercheurs, parmi les plus réputés d'Amérique et d'Europe, se feront entendre lors de cette conférence.

Outre les agriculteurs de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord de l'Ontario, des agriculteurs de l'Est du Canada, des agronomes, des techniciens, des vétérinaires, des chercheurs, des universitaires et des distributeurs d'intrants agricoles participeront à cet événement.

Félicitations au Conseil de recherche en agro-alimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue pour avoir eu l'idée de tenir et d'organiser un tel événement de prestige en Abitibi-Témiscamingue.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, lentement et inexorablement, nous voyons s'étaler sous nos yeux toutes les conséquences du prétendu accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada.

Une partie de l'intrigue devient de plus en plus évidente. Le fait que les États-Unis aient décidé d'entamer des négociations unilatérales avec le Mexique en vue de

conclure un accord de libre-échange avec ce pays place le Canada en très mauvaise posture.

Le gouvernement a renoncé à tous les atouts que nous avons en main en ce qui concerne la propriété de nos ressources. Nous ne pourrions plus protéger ce qui reste de l'industrie canadienne, une fois que les États-Unis auront conclu un accord avec le Mexique.

L'économie du Canada et l'avenir de nos ressources sont en péril.

Je demande au gouvernement de faire preuve de franchise et de nous dire s'il est intervenu dans un accord trilatéral avec le Mexique, sinon, que l'on annule l'Accord de libre-échange avec les États-Unis avant qu'il ne soit trop tard.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est au premier ministre suppléant que je m'adresse.

Je souhaite l'interroger au sujet de la situation critique dont le gouvernement actuel se désintéresse dans deux secteurs importants de notre économie, soit l'agriculture et les pêches.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a pas su élaborer de programme vraiment efficace en ce qui concerne les pêches. Vendredi dernier, il a proposé un programme tout à fait insuffisant pour aider financièrement nos agriculteurs, à la condition toutefois que les provinces fassent de même.

Même Grant Devine, le premier ministre conservateur de la Saskatchewan, a été incapable de l'accepter. Il a déclaré que son gouvernement n'avait pas les moyens de payer davantage et que sa province avait besoin à elle seule de 500 millions de dollars, seulement pour permettre à ses agriculteurs d'effectuer leurs semailles du printemps.

Quand le gouvernement va-t-il reconnaître que l'agriculture est en état de crise et présenter un programme qui soit vraiment utile à nos agriculteurs, qui leur permette de survivre et de contribuer à notre économie?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le gouvernement reconnaît le problème qui existe en agriculture et dans le secteur des pêches.